

Impuissance politique, mode d'emploi : retour sur les 40 années pendant lesquelles nous avons méthodiquement construit le piège qui nous étrangle aujourd'hui



Le chef de l'Etat français et les dirigeants de l'Union européenne ont donné le coup d'envoi, ce dimanche 9 mai à Strasbourg, de la "Conférence sur l'avenir de l'Europe", une vaste consultation citoyenne. Emmanuel Macron a plaidé pour une Union européenne plus agile, décidant "plus vite et plus fort" et a défendu le "modèle européen" face à la pandémie.

Avec Don Diego De La Vega

François Mitterrand aurait confié quelques mois avant de mourir : « **je suis le dernier des grands présidents. Après moi, il n'y aura plus que des financiers et des comptables** ». Une trop jolie formule, délicieusement mégalo et pompadourienne, relayée par ses admirateurs toujours prompts à relativiser les fautes du personnage au nom de sa complexité. Je ne vais pas me contenter de faire comme si la formule était bien de lui, je vais partir du principe selon lequel elle a orientée l'ensemble de ses deux septennats. Non pas un

« après moi, le déluge » prononcé au crépuscule mais, dès le départ, une obsession, un projet occulte, une œuvre folle et réussie : *faire en sorte qu'après moi ne règnent que des gnomes, des gouverneurs de province ou des représentants d'une agence de communication* . Faire en sorte par conséquent que la France sorte de l'Histoire, de la souveraineté, et au fond du réel.

Deux thèses pourraient s'affronter ici, la fonctionnaliste et l'intentionnaliste. La première serait probablement plus sérieuse mais aussi plus austère, moins féconde ; je vais me faire un plaisir de ne pas la suivre. C'est attribuer une grande maestria à Mitterrand, mais certains vont jusqu'à lui prêter une stratégie du « baiser de la mort » avec les communistes ; alors, pourquoi pas. Imaginons que l'instauration d'un *Royaume du blabla* pour ses successeurs, destinée à mieux mettre ses actions en valeur auprès de la postérité, ait été voulue, dès le 10 mai ; et voyons comment dès lors tous les événements s'expliquent et s'enchaînent à merveille, jusqu'à aujourd'hui.

10 mai 1981. Parce qu'il est fasciné par le temps, par l'Egypte et par Venise, et parce que la maladie le ronge déjà, le nouveau président prend conscience de deux choses :

a/ il va falloir aller vite,

b/ être le *grand* président ne sera pas chose facile (la comparaison avec De Gaulle s'annonce ardue), mieux vaut chercher à être le *dernier* .

L'architecte devra non seulement se dépêcher, mais retirer à ses successeurs la possibilité de modifier la pyramide ou d'en commencer une autre. Ces deux axes vont faire des dégâts : parce qu'on n'accélère pas l'histoire sans coûts, et surtout parce qu'on ne s'en retire pas sans provoquer quelques malaises dans un pays attaché au primat du politique et à l'exercice de la souveraineté. S'agissant du premier point, le gros de la facture sera payé dans les années 80 et 90 par les petites gens, ironiquement ceux qui ont toujours voté Mitterrand. Pour le deuxième, il s'agit d'une bombe à neutrons qui n'a pas été désamorcée, 40 ans plus tard.

Aller vite, cela implique de ne pas s'embarrasser avec les programmes, les promesses et la cohérence temporelle : le « tournant » de 1983 (pardon, la « pause dans les réformes ») aurait été vécu partout ailleurs dans le monde comme une trahison, une preuve d'échec ou un aveu de faiblesse ; vu du sphinx de l'Élysée, il s'inscrit peut-être dans un plan plus vaste, machiavélique et narcissique : faire en sorte que les gestionnaires l'emportent, et à terme dominant, à jamais. Et plus ils seront médiocres, et mieux cela vaudra (Delors). Dans notre veine intentionnaliste, et puisque le président se contrefout de l'économie (tout le monde s'accorde là-dessus), il est assez secondaire que les banques françaises soient nationalisées puis privatisées, par exemple ; seul compte le fait qu'elles soient administrées par des énarques, et qu'elles fassent grosso modo ce que le pouvoir attend d'elles. Deux incendies assez louches dans les archives du Crédit Lyonnais suffiront à éliminer bien des traces, jusqu'à ce que le secteur tout entier soit confié quelques années plus tard aux bons soins de la BCE. Et il en va ainsi dans tous les domaines, tous les secteurs.

Il faut avoir en tête quelques vilaines choses pour mieux comprendre la rapidité des retournements de vestes à cette époque. Dans les années 70, le modèle de société que

proposaient les socialistes même modérés s'inscrivait à des années-lumière du « cercle de la raison » et de la construction européenne. Michel Rocard cosignait un livre au titre évocateur ("Le marché commun contre l'Europe") où l'on découvrait que le Traité de Rome était une arme de division au service du grand capital, un subterfuge habile pour dévoyer les luttes. Tout était politique ou devait le devenir.

Ce qui fut tenté de 1981 à 1983 était donc assez étrange. Une forme de socialisme sans planification, une sorte de capitalisme sans marché, un genre d'industrialisme sans entrepreneurs. Un peu l'inverse du distributisme (« *trop de capitalisme ne signifie pas trop de capitalistes, mais pas assez* », Chesterton). Mais cela devait rappeler quelques souvenirs au Président, car l'économie mixte était un thème à la mode à Vichy (Jean-François Revel : « *le 20^e siècle, quel cimetière de 3^e voies et d'économies mixtes !* »). Détail amusant, quand on privatisera, on gardera intact cet anti-distributisme primaire : une libéralisation mais entre copains de promo, dans les « noyaux durs », un capitalisme sans capital et surtout sans capitalistes, la porte ouverte aux techno-managers, les fameux *comptables et financiers* de Mitterrand. Etrange pays où des fortunes se font sans prise de risques, où la Cour confond caisses publiques et caisses privées, mais où encore aujourd'hui le profit est toujours un gros mot (cf rapport Senard Notat de mars 2018 sur la « raison d'être des entreprises »). Passons.

Nous avons assisté à une vaste distribution de « faux droits » à partir de 1981, des droits de tirage sur le système qui n'étaient plus adossés à de la création de richesse. Autrement dit, des créances sans collatéraux (un peu comme aujourd'hui, mais sans le Covid). L'idée consistait-elle à ruiner suffisamment le pays pour que les successeurs n'aient plus qu'une besogneuse comptabilité en tête ? Ou à donner quelques gages, et à s'assurer une place dans le Panthéon de la gauche ? Ou à montrer cyniquement l'impossibilité du socialisme par l'exemple, comme l'avancent souvent ses thuriféraires ? Nul ne le sait, mais l'impasse était totale pour le Président : seule une habileté diabolique lui a permis de s'en tirer, tout en maximisant sa place dans les livres d'histoire et tout en divisant ses adversaires. L'affaire se déroule vers 1983, en 3 actes : le rationnel, le sublime et l'abjecte :

- Le rationnel : l'austérité. De toute façon, il n'y avait plus d'argent. Mais l'habileté consiste à vendre cette orientation douloureuse comme le « choix de l'Europe ». A l'époque, personne n'était dupe ; je n'en dirais pas autant aujourd'hui,
- Le sublime : l'arrimage stratégique à l'Ouest. « *Les missiles sont à l'Est, les pacifistes sont à l'Ouest* », dit-il devant le Bundestag en pleine crise des euro-missiles. Il faut reconnaître que c'est grandiose ; mais on ne reste pas longtemps dans les livres d'histoire avec des « ni ni ».
- L'abjecte : la création du FN. Qui permet le maintien au pouvoir, l'arrivée de nouveaux militants idiots mais motivés, la culpabilisation généralisée, et surtout dans notre perspective : qui entravera les décideurs futurs, qui les canaliseront vers la comptabilité ; la grande politique étant désormais une aventure, aux extrêmes. En prime, la politique d'immigration laxiste permet d'archipelliser le pays ; toujours cette logique du « après moi le déluge ». Mais le fait que cette politique soit radicalement incompatible à terme avec l'extension de l'Etat-Providence est un tabou absolu pour

la gauche, encore de nos jours, bien que de nombreuses études (Alesina...) existent pour confirmer l'intuition et l'expérience internationale.

Le comble à partir de 1983 aura été de prétendre lutter contre les inégalités et pour l'emploi, tout en luttant pour la « désinflation compétitive » : quand on fait passer l'inflation réalisée en dessous de l'inflation anticipée, il y a au moins temporairement plus de chômeurs ; quant aux patrimoines, ils ne s'accumulent et ne se concentrent que dans les phases de stabilité des prix : peu de milliardaires avant 1983. Je ne dis pas qu'il ne fallait pas le faire, d'ailleurs tout l'Occident l'a fait et au même moment : l'inflation annuelle à deux chiffres était une vraie plaie. Mais il fallait assumer les conséquences anti-sociales de cette transition, ce que nos élites parisiennes n'ont jamais accepté de faire : alors, elles ont raconté des bobards. Les vertus sociales d'une inflation nulle, le Franc fort ou le chaos, faire l'Europe ou un retour de la guerre, etc. Ces mensonges ont proliféré, et il a fallu les couvrir par des mensonges de plus en plus lourds. Ce n'est pas être marxiste-léniniste que de le reconnaître :

Milton Friedman, 1996 : « ... la France, en principe, depuis la création du SME en 1979 et résolument depuis 1983, prétend se comporter monétairement à l'égard de l'Allemagne comme les Pays-Bas ou l'Autriche, tout en s'efforçant par le verbe de sauver les apparences d'un condominium monétaire franco-allemand. C'est un exercice d'équilibre qui n'est pas commode. (...) De même que Hong-Kong a choisi de se lier au dollar, la France est libre d'attacher sa monnaie au deutsche mark. C'est ce qu'elle fait avec une détermination digne d'un meilleur sort depuis dix ans. Ce qui revient à dire que les Français ont plus confiance dans la politique monétaire allemande que dans la leur propre. Je peux à la rigueur comprendre qu'un pays pratique une telle politique pendant un certain temps, mais qu'une nation de taille relativement importante et très sourcilleuse de sa souveraineté comme la France accepte de façon permanente de sacrifier son autonomie monétaire me paraît peu crédible. (...) Au fond, l'expression " politique du franc fort " constitue un bel exercice d'autosuggestion. Bien loin de traduire, comme les termes semblent l'indiquer, une inébranlable confiance en soi, elle paraît plutôt refléter un étrange complexe d'infériorité en matière monétaire ; complexe qui s'efforce de se dissimuler sous un vocabulaire avantageux mais quelque peu dérisoire ».

Mais jouer sur les mots ne suffisait pas au milieu du 2^e mandat, suite à la réunification : il fallait solidifier cette politique de soumission, en faire une affaire de constitution ; et pas le genre de constitution qu'on modifie tous les ans, comme la notre : du solide, de la *Deutsche Qualität*..

2^e étape vers l'impuissance, 1991-1993 : l'euro

Et autant ici s'amuser en confiant une partie de la *Propagandastaffel* à ses pires adversaires : n'a-t-on pas déjà dit que Mitterrand était assez malicieux ? Michel Rocard, 27 août 1992, Ouest-France : « *Maastricht constitue les trois clefs de l'avenir : la monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité ; la politique étrangère commune, ce sera moins d'impuissance et plus de sécurité ; et la citoyenneté, ce sera moins de bureaucratie et plus de*

démocratie ». Bien entendu il n'y avait qu'un seul pilier en réalité, mais il en fallait bien deux autres plus sympathiques sur le papier pour faire passer l'ensemble à 51,04% des votes, et lier les générations futures, en violation totale de tous les principes de base des sciences politiques libérales qui impliqueraient un vote à la majorité qualifiée. Et le tout sous l'applaudissement de nos « libéraux » !

Entre 1949 et 1989, le prix du Deutsche Mark en Francs français avait été multiplié par plus de 4 ; le prix du dollar en Francs n'a augmenté, lui, que de 50% entre 1949 et 1999 : on aurait du comprendre les difficultés de la cohabitation monétaire entre la France et l'Allemagne !! Mais le choix était « politique », voyons... Toujours ce mépris pour l'économie, et au fond pour le réel.

Revenons à la citation initiale. Qu'est-ce qu'un comptable, qu'est-ce qu'un financier ? Quelqu'un qui compte pour du beurre au regard de l'Histoire, car il doit passer sa vie dans les comptes et car il doit rendre des comptes (à ses clients, à ses actionnaires, à son organisme de supervision) ; là où le Prince dépense, construit, guerroie, festoie, offre des prébendes sans compter, et surtout sans avoir à rendre des comptes. Ce que Mitterrand prophétise (et organise ?), c'est que l'âge monarchique meurt avec lui, que ce viendra après 1995 correspondra à une ère petite-bourgeoise de pouvoirs limités, éphémères et évalués. A l'échelle nationale, il n'a pas eu complètement tort : même si la France ne ressemble ni à un pays scandinave à présidence modeste, ni à une démocratie sérieuse dans ses contre-pouvoirs (Suisse, Royaume-Uni), il faut reconnaître que les 4 successeurs n'ont rien fait de bien important, et ont plutôt continué son œuvre de sabotage (quinquennat, convention climat, etc.). A l'échelle de la zone euro par contre, Mitterrand ne pouvait pas être plus dans l'erreur quand il promettait en 1992 que les technocrates ne régenteraient pas l'euro, que le grand public aurait toujours son mot à dire. Mais s'agissait-il d'une erreur ?

Des présidences BCE comme celles de Trichet et Draghi ne relèvent pas de la basse comptabilité et de la petite finance. De la richesse a été transférée, des chantages ont été exercés à grande échelle, des gouvernements ont été récompensés ou punis. La politique n'a donc pas disparue ; elle a été téléportée à Francfort, lieu du pouvoir réel et de l'absence de comptes à rendre (c'est la définition de l'indépendance).

En attendant, de l'irréversibilité a été instaurée, à haute dose. « L'euro est une autoroute sans sortie », revendique Yves-Thibault de Silguy, Commissaire européen chargé de la mise en place de la monnaie unique (le même qui en 2009 déclarait : *L'euro a constitué un rempart contre la crise*) . La crise, quelle crise ?

Les JO de l'impuissance publique

Beaucoup de gens ont accusé François Mitterrand d'avoir soutenu jusqu'au bout la RDA ; la réalité est autre : il était très occupé à mettre au point la RDF (République Démocratique de France). Un drôle de système où le réel est sous-traité, où ne subsistent que des intentions, des apparences et quelques avantages catégoriels. Pour réaliser ce tour de force en aussi peu de temps, il faut faire voir l'effet sans la cause (« *Il semble clair que le travail d'un vrai magicien est d'abolir la solution : la possibilité de n'importe quelle solution dans l'esprit de ceux qu'il cherche à*

amuser », Orson Welles). Il faut aussi disséminer le pouvoir futur, et si possible dans le cadre des pires structures d'incitations.

Le dernier Pharaon s'entoure d'intendants et de scribes, parfois aussi de saltimbanques et d'escrocs, mais il ne perd pas le fil : si les successeurs auront eux aussi des tonnes de courtisans, ils ne doivent pas disposer d'un vrai pouvoir au-delà de la distribution de hochets et de sinécures. Ils n'auront plus la monnaie, ni les frontières, et leurs budgets seront largement préemptés. L'idéal aurait été de les priver d'une armée et de la force de frappe nucléaire ; mais il aurait fallu pour cela un 3^e mandat. On a tout de même pu leur retirer, pour longtemps, toute prise effective sur les politiques économiques, et leur mettre dans les pattes des juges et des médias qui avaient posé fort peu de questions dérangeantes jusque-là. On va donc rendre la banque centrale indépendante, puis la satelliser à Francfort, avec un statut de protection en béton armé, au service d'un euro de 1000 ans. Voilà 80% des questions économiques et financières sanctuarisées, dépolitisées, défrancisées. On va également libérer petit à petit la chape de plomb qui contraignait les juges et les journalistes ; j'insiste sur le petit à petit, car il n'est pas question que ces manants mordent les chevilles du Président de son vivant ; le CSA, le conseil supérieur de la magistrature et quelques autres organismes y veilleront, qui ne seront pas peuplés d'anti-Mitterrandiens primaires. Tous ces gens pourront se défouler ensuite, jusqu'à saboter par exemple une élection présidentielle par la découverte d'une « affaire » énormissime, au meilleur moment. Imaginez la campagne de 1981 polluée par quelques révélations sur Vichy, René Bousquet et la répression d'Alger, ou celle de 1988 injustement salie par un bilan médical non truqué, les écoutes, Mazarine ou Urba.

Mais mêmes ces contre-pouvoirs doivent être pervertis ; il ne faudrait pas que la France devienne un pays libéral, même des décennies après la mort du Sphinx. La presse sera donc libre, mais dans un cadre subventionné, cartellisé et politiquement correct. Les juges seront indépendants, mais dans un cadre socialiste, prolétarisé (comme toutes les fonctions régaliennes depuis 1981), féminisé et orienté. Tous ces gens enquiquineront un peu les futurs locataires de l'Élysée, à la marge, mais compte tenu de leur lâcheté bien connue... la stratégie mitterrandienne pour riquiquiser les marges de manœuvre des futures générations préfère s'appuyer davantage sur les allemands et sur l'euro (c'est plus sûr).

N'oublions pas les comités, qui ont leur place dans la stratégie de sortie du politique et du réel. Du CSA à l'ACPR, de la CNIL à la BCE, le bilan des institutions indépendantes est calamiteux. Car ce ne sont pas des institutions mais des clubs. Et ce n'est pas l'indépendance, c'est l'impunité. Il ne faut vraiment pas avoir le wifi dans toutes les pièces pour penser que des gens non élus, irresponsables, inamovibles et consanguins vont répondre au mieux aux défis du temps, qu'ils soient monétaires, sanitaires ou autres. Quant aux élus, ils ressemblent de plus en plus, pour citer Charles Perrault, à « l'ombre d'un cocher brossant l'ombre d'un carrosse avec l'ombre d'une brosse » ; c'est d'ailleurs le premier vecteur du populisme : l'impuissance publique.

Ironie : les socialistes avaient un discours ouvriériste mais accélèrent la tertiarisation, s'appuyaient sur les syndicats mais vont les poignarder et casser tous les mécanismes de régulation fordistes, et ils activent la sortie du politique, eux pour qui tout était politique ou devait le devenir : autorités indépendantes, banque centrale indépendante, juges

indépendantes, valorisation des entreprises et des associations. Par une de ces ruses que l'Histoire secrète avec malice, mais qui doit aussi beaucoup au rusé Président, ils désiraient une Europe politique et française, ils préparaient une Europe dépolitisée et francfortoise. De nos jours, les mêmes se plaignent de la montée des populistes avec des larmes de crocodiles dans les yeux, après avoir créé un système où il ne sert pratiquement plus à rien de voter. Les marchés financiers ne sont pas dupes, qui accordent plus d'importance au moindre stagiaire de la BCE qu'à un ministre.

L'atmosphère lugubre, crépusculaire, au fond irrespirable de la fin du règne, avec tous ces suicidés et ces accidents de vélo, ne peut se comprendre qu'en ayant en tête le principal : ce n'est pas l'agonie d'un président, c'est la fin d'une ère, une ère où pour le meilleur et pour le pire le pouvoir existait, localisé et incarné, relié aux décisions et pas seulement à une agence de communication. On sent qu'il s'est passé quelque chose de pas net à ce moment là, et en creusant on réalise qu'il s'agissait de l'enterrement définitif du réel. Si le plan a réussi, à peu près tout ce qui se passe en France depuis disons 1993 relève du théâtre, de l'économie Potemkine, de la mascarade.

« Tout est remboursé avant même la sortie du film », écrit Eric Neuhoff à propos du cinéma français. On peut étendre l'argument à mon avis. Tout est désormais joué d'avance, en France.

Tous les cinq ans, un énarque de centre-droit et un énarque de centre-gauche se disputent l'honneur de battre au 2^e tour la cheffe d'une PME créée par François Mitterrand. Le premier acte du nouveau mandat consiste le plus souvent à prêter allégeance à Berlin et à Francfort ; tout en étant fort peu payé de retour. S'en suit une phase « RH », pour récompenser le clan, et quelques réformettes situationnistes et positionnelles, puis le quinquennat s'enlise dans la gestion (phénomène appelé par les spécialistes la « jeancastexisation »). Il n'y a plus qu'un rapport lointain entre le réel et l'agenda de nos « politiques » ; les réalités exigent des adultes responsables, nos « politiques » réclament d'être jugés sur leurs intentions. Emmanuel Macron voulait ainsi dans son discours de la Sorbonne (26 septembre 2017) un nouveau traité de l'Elysée, une constituante à Strasbourg en 2019, et un Etat fédéral (sic) pour les jeux olympiques en 2024. Il veut aussi, la même année, des villes sans SDF, une « start-up nation », et le plein emploi. Il veut beaucoup de choses. Comme les enfants.

La nounoucratie, le retour de la pensée magique et le cargo-cultisme ne sont certes pas des inventions de François Mitterrand ; mais il a beaucoup œuvré dans ce sens, socialement. Si l'on prend notre thèse au sérieux, il ne faudrait pas en effet qu'émerge après sa mort des gens déterminés, conséquents, capables de démolir l'écheveau d'impossibilités organisé contre le traitement du réel. Il faut donc rendre les gens encore plus dépendants de l'Etat-Providence, encore moins critiques, et multiplier les diversions. Toute ressemblance avec la politique « culturelle » et éducative des deux septennats... (comme le notait un bon auteur : *ils ont rendu l'école conforme à la théorie de Bourdieu*). La production de normes en particulier, un axe majeur des années 80 et 90, va *mano en la mano* avec les transferts de responsabilité : on retire à la responsabilité individuelle et on remplace par des textes, des agences ; la

conséquence, une infantilisation massive et durable de toute la société. Société n'est d'ailleurs plus le terme qui convient, mieux vaut désormais parler de foule, pour la dimension grégaire et chaotique.

Une France de comptables et de financiers est une France moins cultivée, moins virile et moins politique. Tout le monde a noté un déclin du livre à partir des années 80 (très beau texte de Marcel Gauchet sur ce thème) ; le « je n'ai plus le temps de lire » est parti d'assez haut et a été répercuté aux échelons inférieurs. 1981, c'est encore un monde virile ; quand il y a une manifestation de la CGT, c'est-à-dire à peu près toute les semaines, le service d'ordre n'est pas embêté par des gauchistes musclés comme des flancs aux pruneaux ; de nos jours, il suffit de quelques *black blocs* pour pourrir un 1^{er} mai : la classe ouvrière n'est plus, ou alors elle vote tout autrement. Enfin il n'y a plus en France une classe politique mais une classe administrative ; la crise que l'on voit partout en occident des anciens partis de masse interclassistes n'a donc que des effets secondaires dans l'hexagone, puisque les partis y sont de toute façon démonétisés au dernier degré ; comme la plupart des corps intermédiaires et des lieux de débats hors-internet.

Extension du domaine de la flute

Dans l'irréel, on peut promettre des choses pendant 30 ans sans le moindre commencement de réalisation, en toute impunité : places de prison, reconduites à la frontière, désengorgement des urgences, gouvernement économique de la zone euro, etc. Plus indéboulonnable que la tyrannie du statu quo et Laurent Fabius réunis, le « fléau du bien » qui s'est abattu sur la France en 1981 n'a jamais été vraiment extirpé ; et il a modifié jusqu'au langage. Un peu comme jadis en URSS. Et bien entendu ce fléau a dévoré ses propres enfants, comme pour effacer les traces. A commencer par les socialistes.

Né de l'occultisme au XIXe siècle comme le savent tous les lecteurs de Philippe Muray, plein de phrases creuses et de mantras, le socialisme hexagonal ne croyait pas vraiment dans le marxisme, touchait 5% à chaque contrat de BTP et était dirigé par des bourgeois. François Mitterrand a pu s'y glisser et diriger le mouvement, puis lui donner une dimension luciférienne, plus haut de gamme. Après lui, nous avons connu un socialisme hydroponique d'énarques et d'attachés parlementaires ; mou sans aucune consistance. Des gens capables de militer à la fois pour l'euro et pour les 35 heures, et incapables d'y voir la moindre contradiction. On dit aujourd'hui que la droite devient identitaire : mais ce qui reste de la gauche l'est encore plus, avec les *identity politics* , sous d'affreux sigles (comme LGBT). Il ne reste plus de socialistes « au sens de 81 » en 2021, mais c'est normal : quand le programme initial d'un parti est largement appliqué et/ou devient consensuel, ce parti s'efface progressivement, comme rendu inutile. Il n'y a plus de radicaux, en dehors de quelques maires ruraux : car le combat pour la République et pour la laïcité est largement gagné (enfin, on verra...). Il n'y a plus de communistes depuis 1979 environ : car à cette date le gros de leur programme des années 40 ou 50 (en dehors de la mainmise soviétique) est accompli, avec un approfondissement fantastique de l'Etat-Providence. Les socialistes ont disparu pour la même raison, l'épuisement

de « l'utopie motrice » ou plutôt son accomplissement. Dans une France victimocrate, maccarthiste-de-gauche et gretathunbergisée, à quoi peut bien servir un socialiste ?

Le royaume du blabla

Cela n'a rien à voir avec le *story-telling* américain, souvent édifiant et qui arrive encore parfois à faire rêver, ou avec la propagande chinoise, qui a le mérite de s'appuyer sur quelques faits, comme 600 millions de personnes sorties de la pauvreté. Le blabla hexagonal est d'une nature différente, il crée une connivence curieuse avec le public qui n'est pas dupe et qui en particulier maîtrise bien la ficelle du *faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais* ; le blabla progresse mécaniquement dans le vide. Nos politiques communiquent ainsi par des catalogues de bonnes intentions, jadis les 110 propositions, puis l'agenda de Lisbonne, puis les 314 mesures du rapport Attali. Le message : y'en aura pour tout le monde, « on » y arrivera, et... tout cela n'arrivera pas. Quand Macron (ou au autre) pose 25 priorités, c'est qu'il n'y a plus de priorité. Logique, le réel n'est plus ; et tout le monde s'en moque !

Ils veulent la croissance, mais pas le changement. La réforme, mais pour les autres. La liberté d'expression, à condition de ne froisser personne. Et surtout, pas de vagues. Le boom des radios libres a vite fait place à une novlangue ; comme le notait Jean Yann à propos de l'atmosphère créative des années 70 : « à l'époque, il y avait la censure, mais il n'y avait pas encore l'autocensure ».

On est passé ces derniers temps du socialisme hypocrite à l'activisme narcissique, sans que les fondamentaux mitterrandiens soient remis en cause. Exemple. Le plan de relance vise-t-il la demande ? l'offre ? le court ou le long terme ? l'écologie, l'emploi, ou la survie de Air France et de Renault ? Où est le responsable : à Bercy, à la Commission, à Francfort ? et qui va payer ? quand ? comment ? Ces questions sont superflues. Il faut croire, à beaucoup de choses, et très vite, avant les preuves. Des croyances, mais un peu particulières : sans fidélité aucune ; les engouements se succèdent. Comme les plans de relance ou de lutte contre le trafic de drogues. Seule constante, dans ce culte de l'irréel : le couple franco-allemand. Il faut suivre ce pays jusqu'au bout ; hier, le modèle rhénan de la cogestion et de la banque-industrie, aujourd'hui un équivalent fonctionnel du libéralisme mais qui ne dit pas son nom et qui se colore de vert grâce au charbon ; et demain, va savoir. Peu importe que l'Allemagne n'en fasse qu'à sa tête, et peu importe qu'elle nous coûte plus d'emplois par ses excédents que la Chine, et peu importe que l'imiter ne rime à rien (après trois décennies d'efforts très communiqués sur l'apprentissage : 20% de chômage des moins de 25 ans en France contre 6% en Allemagne).

Exemple. Les Allemands ont le droit de sortir du nucléaire ; c'est une erreur, qui coûte un pognon dingue et qui n'est pas payée que par eux (comme nombre de leurs erreurs), mais ils ont le droit ; ceci dit, pourquoi nous mettent-ils des batons dans les roues pour notre programme nucléaire (ou ce qu'il en reste), par exemple à travers la taxinomie de la Commission européenne ? On a l'impression sur tous les dossiers que leur doctrine est inspirée de Sacha Guitry : *dans la vie, il ne suffit pas de réussir, il faut aussi que vos amis échouent* . Il y aurait bien une autre interprétation, complètement anathème pour les cercles mitterrandistes et macronistes : les Allemands ne sont pas nos amis. Alors que le "couple" vu de

Paris est basé en théorie sur la Paix (sortez vos mouchoirs), les Allemands s'en remettent plus pragmatiquement à l'OTAN pour leur défense. Et ils ne sont pas si mécontents du départ des Anglais ; jadis c'est la Bundesbank qui les avait chassé du SME, pas George Soros. Pourquoi ? Des anglais dehors, c'est la garantie de mieux pouvoir dominer les petits français.

Les européens assistent donc, bras ballants, à des parties d'échecs qui se jouent sans eux. Fin 1998, au moment de la crise russe, la FED avait éteint l'incendie par des baisses de taux et le sauvetage de LTCM, alors que les européens discutaient de l'uniforme des pompiers (les Allemands avec des propositions idiotes de « zones cibles », les français avec des séminaires sur la « nécessaire gouvernance mondiale du capitalisme »). Rebelote en 2008. Rebelote en 2020. Non seulement les élites post-mitterrandiennes se payent de mots, mais en plus elles sont contagieuses ?

Fort heureusement, tout finira mal

« Souvenons-nous que la tristesse seule est féconde en grandes choses, et que le vrai moyen de relever notre pauvre pays, c'est de lui montrer l'abîme où il est », Ernest Renan , *La réforme intellectuelle et morale*, 1871.

Francis Fukuyama terminait son livre avec l'idée que la fin de l'Histoire sera une période assez triste. Un déclin du courage, un âge du renoncement (Delsol), que sais-je. Les comptables et les financiers sont qualifiés pour gérer (et encore ça se discute, quand on voit les comptes publics et privés en France), mais ils ne donnent pas beaucoup de sens à l'action, et à force de refuser le tragique ils sont dépourvus quand un choc grave survient.

C'est ainsi que depuis le début de la crise Covid on a eu droit à tout. Les avions à hydrogène. Les millions de morts cachés en Chine. Le plan de relance européen financé par le tarif extérieur commun. Et maintenant, les méchants anglo-saxons qui nous privent de vaccins. Plus c'est irréal, plus ça passe. Pourquoi attendre le 13 avril 2021 pour bloquer les vols entre le Brésil et la France ? Pourquoi un « Grenelle de la santé » avec une prime de 250 euros pour les infirmiers, quand on est en pleine pandémie qui fait perdre 10 points de PIB, sachant que l'on manque cruellement de lits ? Pourquoi aucune surveillance des quarantaines, alors qu'un ordre grotesque de port du masque est imposé dans les rues, au quotidien ? Vous ne le saurez pas. Mais avez-vous encore seulement envie de le savoir ?

Pour savoir et pour évaluer, encore faut-il disposer d'experts, de journalistes et de parlementaires. Ce sont justement les catégories qui sont en voie de disparition dans une ère d'irréalité. Tout est fait pour évacuer les experts, dans l'administration comme dans le privé : ils risquent de dire un jour des choses peu convenables, des choses réelles ; alors ils sont virés, placardisés, émasculés, remplacés par des *managers* et des communicants. Le phénomène n'est certes pas français : Elon Musk parle d'une « MBAïsation de l'Amérique » ; mais il a pris des proportions fantastiques chez nous, où l'université n'est pas considérée. Nos parlementaires ne sont pas mieux logés ; il est vrai que cela ne date ni de 81 ni de 91. On redécouvre pourtant depuis 2020 que ça peut servir, un vrai Parlement : les pays qui s'en sortent le mieux dans l'arbitrage économie/pandémie sont au final ceux où les décisions ne sont pas toutes prises

par quelques technos réunis dans le secret d'un « conseil de défense ». Quant aux journalistes...

Philippe Muray notait qu' *homo festivus* r **emplace les évènements par de l'évènementiel** , et commémore les grandes dates surtout pour se débarrasser des questions que ce passé risquerait de lui poser aujourd'hui. Le 10 mai 1981 fait partie de ces grandes étapes vers l'irréalisation du pays, vers sa fragmentation et sa zombification ; mais sa commémoration évitera une nouvelle fois toutes les questions qui fâchent. Toute idée de grandeur a disparu, et tout un écosystème a été instauré pour qu'aucune ne revienne sérieusement. Déjouer la stratégie et la prophétie de François Mitterrand sera-t-il possible dès 2022 ?